



NATIONS UNIES
ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/35/776
15 décembre 1980
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-cinquième session
Points 28 et 91 de l'ordre du jour

POLITIQUE D'APARTHEID DU GOUVERNEMENT SUD-AFRICAIN

BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE BIENNAL 1980-1981

Incidences administratives et financières des projets de
résolution A/35/L.13 à A/35/L.16/Rev.1, A/35/L.17 à A/35/L.19,
A/35/L.21 à A/35/L.23/Rev.1 et A/35/L.25 à A/35/L.28

Rapport de la Cinquième Commission

Rapporteur : M. Carl C. PEDERSEN (Canada)

1. A sa 61ème séance, le 15 décembre 1980, la Cinquième Commission a examiné, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, l'état présenté par le Secrétaire général (A/C.5/35/117) au sujet des incidences administratives et financières des projets de résolution A/35/L.13 à A/35/L.16/Rev.1, A/35/L.17 à A/35/L.19, A/35/L.21 à A/35/L.23/Rev.1 et A/35/L.25 à A/35/L.28. Les recommandations du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires ont été présentées oralement par le Président du Comité.

2. Les déclarations et observations faites au cours de l'examen de la question par la Commission sont consignées dans le compte rendu analytique de la séance (A/C.5/35/SR.61).

DECISION DE LA CINQUIEME COMMISSION

3. La Cinquième Commission a décidé, sans opposition, d'informer l'Assemblée générale que, si elle adoptait les projets de résolution A/35/L.13 à A/35/L.16/Rev.1, A/35/L.17 à A/35/L.19, A/35/L.21 à A/35/L.23/Rev.1 et A/35/L.25 à A/35/L.28, des crédits additionnels de 224 100 dollars et 290 800 dollars respectivement devraient être ouverts aux chapitres 3A et 3D du budget-programme de l'exercice biennal 1980-1981. Un crédit de 19 600 dollars devrait également être ouvert au chapitre 3I (Contributions du personnel); il serait compensé par une somme égale au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel). Des dépenses supplémentaires au titre des services de conférence, ne dépassant pas 584 500 dollars, sont à prévoir; elles seraient examinées dans le contexte de l'état récapitulatif du coût des services de conférence pour 1981 à un stade ultérieur.

4. Des déclarations ont été faites par les représentants du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, du Canada, de la Sierra Leone, de l'Australie, des Etats-Unis d'Amérique et du Portugal pour expliquer leur position.
